



République du
Niger



Banque Mondiale



Haut Commissariat
à l'Aménagement de
la Vallée du Niger

PLAN DE GESTION DES AFFLUX ET DES IMPACTS SOCIAUX (PGAIS)

Projet de développement des ressources en
eau et de gestion durable des écosystèmes
dans le bassin du Niger

R 1396 – Octobre 2011

 **SOFRECO**

En groupement avec :

 **CONVERGENCE Consulting**

Table des Matières

LISTE DES FIGURES	3
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS	4
RESUME EXECUTIF	5
1. INTRODUCTION	7
1.1 Contexte et présentation globale du projet	7
1.2 Objet et contenu du présent rapport	8
2. APPROCHE METHODOLOGIQUE	9
3. BESOINS DE L'ENTREPRISE EN MOYENS HUMAINS	10
4. PRESENTATION DES AFFLUX ET DES ZONES D'AFFLUX	15
4.1 Types d'afflux probables	15
4.1.1 Migration pour la recherche d'emploi	16
4.1.2 Migration opportuniste	16
4.2 Estimation de l'effectif des afflux	17
4.2.1 Offres d'emplois dans les chantiers de génie civil	17
4.2.2 Afflux de la migration opportuniste	19
4.2.3 Récapitulatif des afflux et leur période	20
4.3 Besoins en logements et couverture sociale dus aux afflux	20
4.3.1 Besoins en logements	20
4.3.2 Besoins en services sociaux de base	21
4.4 Les Zones d'afflux	21
4.4.1 Les bases-vie	21
4.4.2 Les autres zones potentielles d'afflux	23
5. STRATEGIE DE GESTION DE LA MAIN D'OEUVRE	27
5.1 Situation de la main d'œuvre dans la région de Tillabéri	27
5.2 Gestion de la main d'œuvre	28
6. IMPACTS PREVUS PAR LES AFFLUX	30
6.1 Impacts négatifs	30
6.2 Impacts positifs	31
7. MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS NEGATIFS ET DE BONIFICATION DES IMPACTS POSITIFS	32

8. CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	37
ANNEXE.....	38

Liste des Figures

Figure 1 : Organigramme général de l'Entreprise.....	12
Figure 2 : Plan de mobilisation de la main d'œuvre.....	17
Figure 3 : Evolution des demandes d'emploi enregistrées à Tillabéri.....	27

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Répartition de la main d'œuvre par infrastructure	18
Tableau 2 : Afflux sur les sites de réinstallation.....	19
Tableau 3 : Récapitulatif des afflux probables (estimation haute)	20
Tableau 4 : Installations de chantier à mettre en place par l'entreprise de travaux	22
Tableau 5 : Installation de la Cité du maître d'ouvrage	22
Tableau 6 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs liés aux afflux.....	33
Tableau 7 : Mesures pour augmenter les impacts positifs liés aux afflux.....	34

Liste des Acronymes et Abréviations

ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CES	Centre d'Enseignement Secondaire
CSI	Centre de Santé Intégré
HCAVN	Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger
M.O.	Maître d'Ouvrage
PAP	Population Affectée par le Programme
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PGAIS	Plan de Gestion des Afflux et Impacts Sociaux
P-KRESMIN	Programme Kandadji pour la Régénération des Ecosystèmes et la Mise en valeur de la vallée du Niger
VIH / SIDA	Virus Immunodéficience Humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquise

Résumé Exécutif

La construction du barrage de Kandadji est le plus grand chantier de génie civil que le Niger va mettre en œuvre. La réalisation de ce barrage permettra au Niger d'envisager l'atteinte de trois objectifs de développement : (i) l'autosuffisance alimentaire, (ii) l'autonomie énergétique et (iii) la maîtrise des eaux du fleuve Niger. Selon l'étude sur l'actualisation des données socio-économiques réalisée par Tecsult en 2009, ce projet affectera totalement ou partiellement 339 sites et environ 37 874 personnes réparties dans 5 949 ménages seront déplacées.

Pour la première phase, trois villages (Kandadji, Sanguilé, Alsilamé) et les hameaux rattachés sont impactés et une population affectée de 5 383 personnes réparties dans 770 ménages.

Un important afflux des populations allochtones vers la zone du barrage est aussi attendu. Les deux différents types d'afflux probables dans la zone du projet sont :

- Migration pour la recherche d'emploi ;
- Migration opportuniste.

Les besoins en main d'œuvre de toutes les activités à haute intensité de main d'œuvre prévues dans le cadre du programme Kandadji sont estimés à 4 475 repartis comme suit :

- Le chantier de construction du barrage, dont les travaux dureront 57 mois avec une utilisation maximale de 920 personnes entre la 2^{ème} année et la 4^{ème} année du chantier ;
- Le chantier de construction de la cité du maître d'ouvrage : 745 personnes pour une durée d'un an ;
- Le chantier de construction de 1700 ha d'aménagement hydro agricole : 75 personnes pendant huit (8) mois ;
- Les chantiers d'aménagement et de construction des sites de réinstallation : 2 735 personnes pour une durée d'un an.

La migration opportuniste qui sera composée par l'afflux des prestataires de service et l'afflux de chercheurs d'emploi est estimée à 2 500 personnes. Si on compte que certains travailleurs et autres populations flottantes (15%) viendront avec des membres de leur famille (2 personnes), on atteindra 7 289 personnes.

Les sites potentiels d'accueil de ces afflux sont :

- Le village de Gabou situé à 4 km du site du barrage ;
- La ville d'Ayorou, située à 18 km du barrage ;
- Le site du barrage ;

- La cité du Maître d'ouvrage ;
- La cité de l'Entreprise.

L'entreprise chargée de la construction du barrage n'a prévu que 80 chambres à 2 personnes pour les ouvriers alors qu'en période de pointe, l'effectif sera d'au moins 800 ouvriers. Il faut donc multiplier le nombre de places pour les ouvriers célibataires par 4 et prévoir une centaine de logements pour les ouvriers avec familles.

Pour les autres chantiers et afflux opportunistes, soit 6 000 personnes, rien n'est prévu. Ces personnes devront habiter dans les villages qui ont des possibilités d'accueil limités. En dehors de ces besoins stricts en logements des services sociaux de base (eau, assainissement, énergie, éducation, santé) sont à prévoir dans ces villages pour assurer des conditions de vie acceptable aux populations autochtones travaillant dans les chantiers.

Les impacts négatifs attendus sont surtout liés aux domaines suivants :

- Les risques de conflits sociaux dus à la cohabitation de personnes de provenances diverses ;
- L'inflation des prix des biens et services dus à la présence de la main d'œuvre salariale ;
- La propagation des maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA ;
- La délinquance et le banditisme.

Des mesures préventives doivent être prises, comme des logements, lotissements et des services sociaux de base supplémentaires, afin de supprimer ces impacts ou de minimiser leurs effets sur la vie des populations et sur l'environnement. L'Etat, le HCAVN et l'Entreprise chargée de la construction du barrage doivent conjuguer leurs efforts pour la création des conditions normales de vie et de travail des populations de la zone du barrage, afin que ce projet soit une réussite pour le Niger et un exemple pour la sous-région.

1. Introduction

1.1 Contexte et présentation globale du projet

La vallée du fleuve Niger est l'une des zones les plus fertiles du Niger, sur laquelle le gouvernement nigérien peut s'appuyer pour relever les défis de la sécurité alimentaire, de la pauvreté et l'autonomie énergétique.

Grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers, le Niger met en œuvre le Programme Kandadji de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger (P-KRESMIN) dont les principaux objectifs visent l'amélioration des conditions de vie des populations en assurant la sécurité alimentaire par le développement intégré des ressources naturelles, la lutte contre la désertification et la préservation de l'environnement. Ce Programme a pour mission principale la réalisation d'un barrage au niveau du village de Kandadji avec pour objectifs majeurs de permettre :

- Le soutien à l'étiage du fleuve ;
- L'irrigation de 122 000 ha ;
- L'accès des populations à l'alimentation en eau et à d'autres usages ;
- La régénération des écosystèmes fluviaux ;
- La production d'énergie hydro-électrique.

Des études très concluantes ont été effectuées pour apprécier, entre autres, les impacts économiques, financiers, environnementaux et sociaux de ce projet, afin d'évaluer les conséquences de la réalisation des ouvrages projetés dans le cadre de ce Programme.

L'avènement de ce barrage est aussi une source d'espoir pour les populations de la zone, et du pays tout entier tant il est supposé être porteur d'avantages et de la promesse d'un mieux être pour celles-ci.

Cependant, la réalisation de ce projet entraînera des modifications sensibles de l'environnement écologique et des activités socio-économiques des populations situées autour du réservoir. En effet, ce sont plus de 35 000 personnes qui seront déplacées et 282 km² de terres qui seront englouties. Il est aussi attendu un afflux important de personnes de divers horizons pendant la construction du barrage et l'exploitation des aménagements hydro-agricoles qui seront réalisés.

Conformément à ces principes d'intervention (politiques et directives opérationnelles), la Banque Mondiale qui fait partie des principaux partenaires (avec le financement des études en cours) du Niger dans le P_KERSMIN, a initié une série d'études visant à minimiser les impacts négatifs liés au déplacement involontaire des populations et à l'afflux probable de personnes dans la zone du barrage.

En effet, pendant la période de construction du barrage, les différents travaux qui seront menés exigeront un grand nombre d'ouvriers non qualifiés et un effectif beaucoup moins grand, mais significatif, de travailleurs qualifiés. En outre, d'autres services vont se créer autour des lieux d'habitation, et bien que l'effet bénéfique sur les communautés locales est souvent éphémère à cause de la courte durée de l'impact de l'économie de chantier sur les sites de construction de barrage, une planification responsable peut cependant, améliorer la phase de prospérité, mener à des bénéfices à long terme et minimiser les impacts négatifs liés à la grande affluence des migrants.

1.2 Objet et contenu du présent rapport

Le présent rapport sur le Plan de Gestion des Afflux et des Impacts Sociaux (PGAIS) doit donc servir de guide pour la gestion des problèmes liés aux éventuelles migrations des chercheurs d'emploi et des fournisseurs de services informels vers la zone du Programme, et assurer l'octroi optimal des emplois liés au Programme aux communautés locales.

Le rapport est structuré en trois (3) principales parties :

- Présentation des zones d'afflux ;
- Impacts prévus par les afflux ;
- Développement de mesures pour diminuer les impacts négatifs et augmenter ceux positifs.

2. Approche méthodologique

La présente étude a été menée en deux principales étapes :

- **Etape 1 : Collecte de la documentation et entretiens à Niamey**

Une série de rencontres avec les agents du Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger en vue d'acquérir toute la documentation relative à la gestion du personnel qui sera mobilisé durant la période de la construction du barrage.

- **Etape 2 : Mission de terrain**

Cette étape s'est déroulée de novembre à décembre 2010. Elle a permis de rencontrer les autorités administratives et coutumières, les services techniques et la population.

La ville d'Ayorou et le village de Gabou ont été considérés comme étant les deux principaux centres potentiels d'afflux du fait de leur position par rapport au barrage, sachant qu'Ayorou est déjà un centre d'attraction de par son marché.

3. Besoins de l'entreprise en moyens humains

La durée totale de réalisation des travaux de construction et de remise en état des lieux de la construction du barrage de Kandadji est de 57 mois (soit environ 5 ans), répartie en 11 délais partiels ou phases.

Pendant cette durée, la réalisation de l'ouvrage suivra, d'une manière générale, le phasage suivant :

- Etude et mise en place des installations du chantier ;
- Réalisation de la dérivation provisoire ;
- Réalisation des fouilles du barrage et de la digue de col ;
- Réalisation des travaux de forage et injection ;
- Exécution du remblai de la digue et de la digue de col ;
- Exécution des bétons de l'évacuateur des crues ;
- Exécution des bétons des autres ouvrages annexes (vidange de fond, ouvrage de jonction, prise d'eau, etc.) ;
- Pose, au fur et à mesure de l'avancement des travaux des remblais, des appareils d'auscultation ;
- Mise en place des éclairages et achèvement des travaux de la crête et couronnement de la digue ;
- Achèvement de tous les travaux, enlèvement des ouvrages et installations provisoires à la demande du Maître d'ouvrage ;
- Remise en état des lieux.

Le personnel de l'Entreprise sera composé de :

- Le personnel administrative ;
- Le personnel d'encadrement ;
- La main d'œuvre qualifiée ;
- La main d'œuvre ordinaire (non qualifiée).

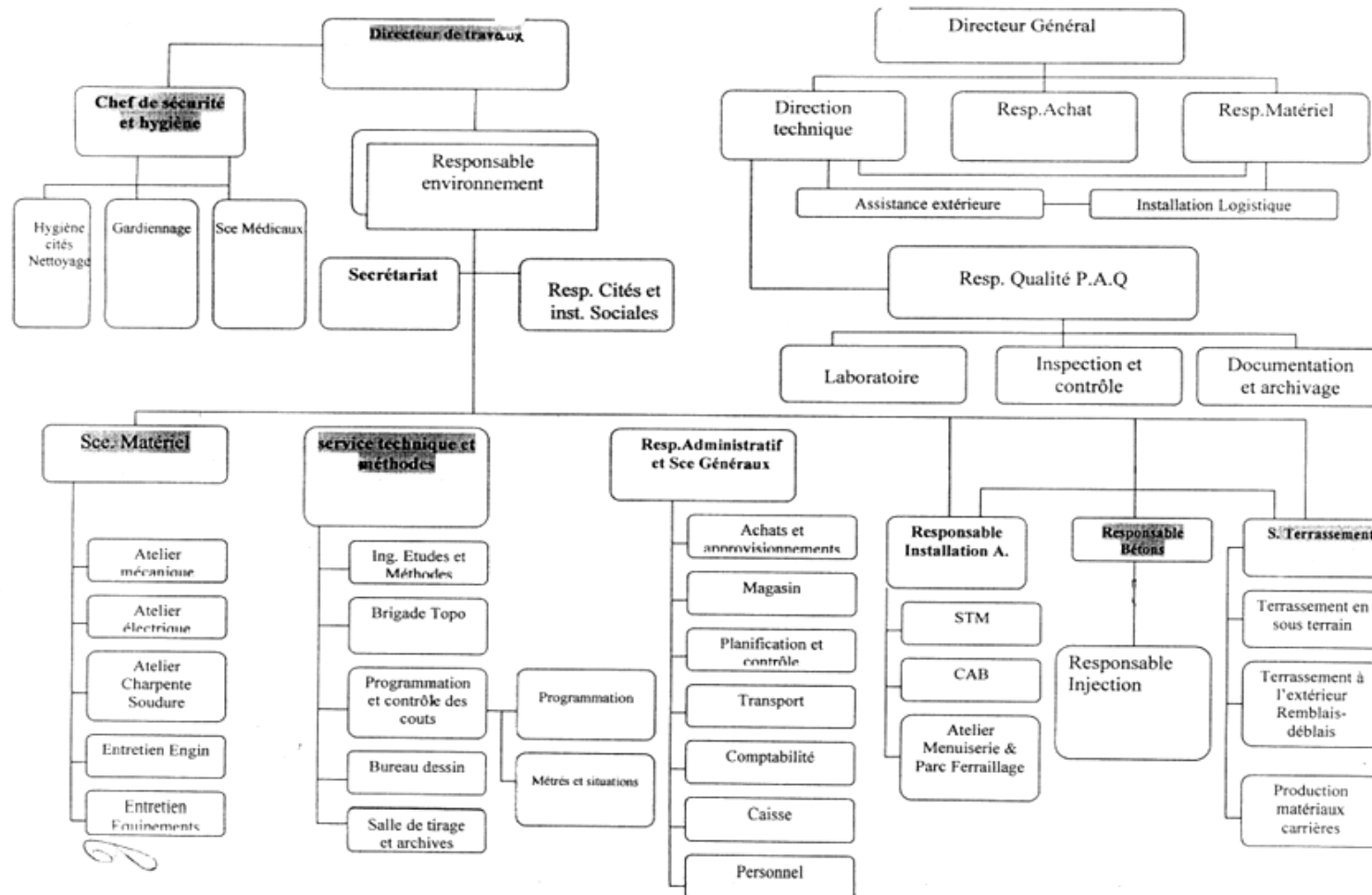
Le personnel d'encadrement sera mis en place pour la réalisation des travaux, et cela dès le début du chantier et sera probablement composée en partie d'expatriés qui occuperont les postes suivant :

- Directeur de Projet ;
- Responsable terrassements (plus suppléant) ;
- Responsable Bétons (plus suppléant) ;
- Responsable Injections (plus suppléant) ;
- Responsable Environnement (plus suppléant) ;
- Traducteur/Interprète (plus suppléant).

La figure suivante présente l'organigramme général de l'Entreprise chargée de la construction du barrage (Zarubezh Vodostroy).

Figure 1 : Organigramme général de l'Entreprise

Sources : Zorubezh Vodostroy, Mémoire technique général de l'offre, 2009



Le personnel d'encadrement ci-dessus sera renforcé au fur et à mesure de l'avancement des travaux par le personnel suivant :

- Une chef de service technique ;
- Un responsable assurance qualité ;
- Des chefs de chantier injections ;
- Des chefs de chantier béton ;
- Des chefs de chantier terrassement ;
- Des topographes ;
- Un responsable de sécurité ;
- Des traducteurs ;
- Des projeteurs ;
- Un chef Atelier ;
- Un chef CAB ;
- Un chef STM ;
- Les chefs d'équipe ;
- La main d'œuvre qualifiée ;
- La main d'œuvre ordinaire.

A titre illustratif, la répartition de la main d'œuvre dans certaines tâches telles que programmées par l'Entreprise Zarubezh Vodostroy se présente comme suit (Mémoire technique de l'offre, 2009) :

- **Fouille:**
 - Chef de chantier : 4
 - Chef d'équipe : 8
 - Manœuvre : 40
 - Conducteur d'engin : 20
- **Confortement :**
 - Chef d'équipe : 2
 - Pompiste : 1
 - Boiseur – Coffreurs et ferrailleurs : 6
 - Manœuvre qualifié : 10
 - Grutier : 1
 - Conducteur d'engin : 4
- **Exécution des ouvrages en béton :**
 - Equipe de topographes : 3
 - Chef d'équipe : 4
 - Soudeur : 4

- Ferrailleur : 12
- Coffreur : 12
- Opérateur pompe : 1
- Opérateur grue : 2
- Manœuvre : 20

■ **Plot de jonction :**

- Opérateur : 2
- Graisseur : 4
- Conducteur chargeur : 4
- Chauffeurs : 3
- Chef de chantier : 5
- Chef d'équipe : 5
- Boiseurs : 30
- Manœuvre : 40
- Ferrailleur : 10
- Technicien topographe : 1
- Opérateur de niveau : 2
- Porteur de mires : 2

■ **Evacuateur de crues et usine :**

- Equipe de topographe : 6
- Chef d'équipe : 4
- Soudeur : 4
- Ferrailleur : 12
- Coffreurs : 12
- Opérateur de pompe : 1
- Opérateur de grue : 1
- Manœuvre : 40

■ **Remblai du barrage :**

- Chef de chantier : 1
- Chef d'équipe : 2
- Manœuvre : 20
- Conducteur d'engin : 12

4. Présentation des afflux et des zones d'afflux

Les impacts migratoires du Programme Kandadji se manifesteront dès le début de la construction du barrage. En effet, la phase de construction, à travers les différentes activités qui seront mises en œuvre par l'entrepreneur et les autres opérateurs contractuels, drainera certains afflux de personnes dans la zone du barrage. Ces afflux seront de plusieurs ordres et peuvent être repartis en deux principales phases : (i) la phase de pré-construction et de construction et (ii) la phase d'exploitation.

La première phase constitue la plus cruciale car elle est relativement courte avec un afflux important. Cette phase comporte aussi deux étapes de mise en œuvre : la pré-construction (qui concerne surtout les préparatifs des chantiers et la construction de la cité du maître d'œuvre) et l'étape de construction physique des différents ouvrages du barrage. Pendant ces deux sous phases, il y aura aussi la mise en œuvre des plans relatifs à l'indemnisation et à la réinstallation des populations affectées par le programme.

Le présent rapport portera sur les afflux durant l'étape de construction, ceux de l'étape de pré-construction étant négligeable (voir les rapports Tecsub 2006 et 2010, le rapport du Commissaire-enquêteur 2010).

Les questions relatives à l'indemnisation et à la réinstallation des populations sont abordées dans le Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

4.1 Types d'afflux probables

Le projet Kandadji est l'un des plus grands chantiers de construction que connaîtra le Niger en 50 ans d'existence comme pays indépendant. En effet, la mise en œuvre des différentes activités dans le cadre du programme drainera un nombre important de personnes provenant de la zone de Kandadji, du Niger et voire de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Il est en effet attendu un important afflux de populations vers la zone du barrage pendant l'étape de construction avec toutes les conséquences socio-économiques qui en découlent (voir plus loin paragraphe sur les impacts).

Les différents types d'afflux attendus dans la zone du projet, sont de 2 ordres :

- **Migration pour la recherche d'emploi ;**
- **Migration opportuniste** (petits commerçants, prestataires de service).

4.1.1 Migration pour la recherche d'emploi

C'est un mouvement migratoire pour la recherche d'emplois (direct et indirect) et d'opportunités d'affaires, en rapport avec le programme de construction. En effet, dès les premiers appels à candidature pour le recrutement de la main d'œuvre, les bras valides de la zone du projet, de la région de Tillabéri et voire du pays convergeront vers le site du barrage à la recherche d'emploi. Cet afflux sera constitué majoritairement des jeunes adultes non qualifiés en chômage ou ayant des emplois précaires.

Selon le chef du Canton d'Ayorou et celui du village de Gabou, la plupart des jeunes en exode envisagent de rentrer dès le début des travaux de construction du barrage, espérant trouver un emploi. Ces derniers appellent fréquemment les parents pour s'informer du démarrage des travaux.

Il est difficile d'avancer un chiffre précis sur l'exode dans la zone, mais il ressort des discussions avec les autorités coutumières, qu'il est pratiqué d'une manière importante par les jeunes qui partent à Niamey et dans les pays limitrophes dès la fin de la récolte.

4.1.2 Migration opportuniste

L'installation du chantier et des ouvriers et éventuellement de leur famille va attirer une autre vague d'afflux constituée en partie par des personnes physiques ou morales désireuses d'offrir divers services marchands :

- **Opérateurs économiques et autres prestataires de services ou intermédiaires** (mécaniciens, tâcherons, etc.) ;
- **Petits commerçants** (boutiques, tabliers, marchands ambulants, etc.) ;
- **Gestionnaires de lieux de distraction et de restauration** (bars, maisons de loisir, maquis, etc.).

L'afflux des opérateurs économiques pourra être plus ou moins contrôlé, car il s'agit là de personnes physiques ou morales qui espèrent conclure des contrats de sous-traitance avec l'entreprise chargée de la construction du barrage. La deuxième catégorie des migrants opportunistes va être plus hétérogène et difficile à contrôler car constituée de personnes issues d'horizons divers (du Niger et des pays de la sous région), sans objectifs et métiers fixes. Elle aura tendance à s'installer dans les localités les plus proches des bases-vie et du chantier à savoir Gabou et Ayorou. Ce type d'afflux sera progressif mais concentré sur la première année du démarrage du chantier pour la construction du barrage. Il pourra être constitué de plusieurs centaines de personnes.

4.2 Estimation de l'effectif des afflux

Le présent chapitre portera sur les afflux avant et pendant la construction du barrage étant entendu que les afflux de l'après barrage seront inférieurs et jugulés sans trop de difficultés.

Les différentes sources d'attraits sont :

- Le **chantier de construction du barrage** : offres d'emplois pour les cadres d'encadrement de l'entreprise, le personnel technique, les ouvriers qualifiés et les manœuvres ;
- Le **chantier de construction de la cité du maître d'ouvrage** : offres d'emploi pour les cadres d'encadrement, les ouvriers qualifiés et les manœuvres ;
- Le **chantier de construction des 1700 ha d'aménagement hydro agricole** : offres d'emploi pour les cadres d'encadrement, les ouvriers qualifiés et les manœuvres ;
- Les **chantiers d'aménagement et de construction des sites de réinstallation** : offres d'emploi pour les cadres d'encadrement, les ouvriers qualifiés et les manœuvres ;
- Les **activités des différents sous-traitants** : petites unités de services ;
- Les **services et prestations** en restauration, gardiennage, réparation et entretien de moyens de déplacement, petits commerces : offres d'emplois individuels ou organisés.

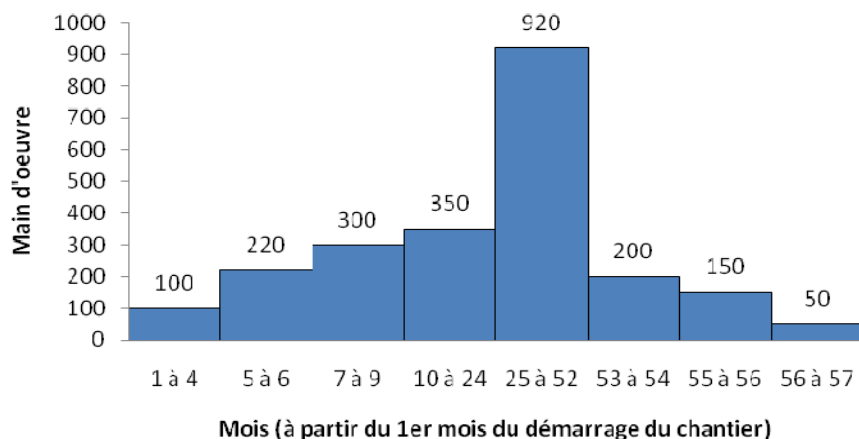
4.2.1 Offres d'emplois dans les chantiers de génie civil

4.2.1.1 Le chantier de construction du barrage

Sans préjuger du statut des futurs employés, surtout non qualifiés de l'entreprise, il y a une forte probabilité que ces derniers se fassent accompagner par leur famille (femmes et enfants), compte tenu de la durée assez longue du chantier. La période de pointe d'utilisation de la main d'œuvre sur le chantier est comprise entre la deuxième et la quatrième année du chantier. La main d'œuvre de l'entreprise serait alors de 920 personnes.

La figure ci-après présente le plan de mobilisation de la main d'œuvre par l'entreprise.

Figure 2 : Plan de mobilisation de la main d'œuvre



Sources : HCAVN, 2010

Il ressort de ce graphique, que c'est à partir de la deuxième année de construction qu'il est prévu un recrutement massif de la main d'œuvre. L'entreprise débutera ses travaux avec 100 employés pendant les quatre premiers mois avant de doubler, puis tripler cet effectif entre les 5^e et 7^e mois. Le pic sera atteint à partir du 25^{ème} mois, avec 920 employés qui travailleront sur le chantier durant 27 mois.

Ces chiffres constituent la force de travail qui sera directement au service de l'entreprise. Il est prévu un nombre équivalent de personnes travaillant dans d'autres services liés au programme de construction (sous-traitants par exemple).

Le nombre d'ouvriers peut être estimé à 690 (soit $\frac{3}{4}$ de la main d'œuvre globale).

En considérant la moitié de ces ouvriers mariés, et compte tenu de la période assez longue du contrat (deux ans au minimum), ces derniers pourraient se faire accompagner de leur famille (trois personnes supplémentaires en moyenne), ce qui amènerait la population ouvrière à plus de 1 000 personnes.

De ce fait, la population à la charge de l'entreprise Zorubezh Vodstroy (main d'œuvre et leur famille) pendant la construction du barrage peut atteindre **2 000 personnes**.

Comme on peut le voir plus loin (paragraphe 4.4.1), le nombre de logements prévus pour le personnel est très insuffisant, il faudrait le revoir fortement à la hausse.

4.2.1.2 Le chantier de construction de la cité du maître d'ouvrage

Cette cité s'étendra sur une superficie de 70 ha et sera constituée d'un complexe de 260 logements avec des infrastructures scolaires, sanitaires, de loisirs et de restauration, ainsi qu'un bloc administratif. Le chantier est prévu se terminer dès la première année du début des travaux. Le tableau suivant présente la répartition de la main d'œuvre qui sera mobilisée pour la réalisation du chantier.

Tableau 1 : Répartition de la main d'œuvre par infrastructure

Désignation	Unité	Emploi/unité	Main d'œuvre
Logement	130	5	650
Administration	1	15	15
Ecole	1	20	20
CSI I	1	20	20
Autres travaux	1	50	50
TOTAL			745

4.2.1.3 Les travaux d'aménagement hydroagricole de 1 700 ha

C'est un chantier qui ne nécessitera pas beaucoup de main d'œuvre, car il sera majoritairement réalisé à l'aide d'engins de terrassement. On peut estimer le nombre d'ouvriers qui travailleront sur ce chantier à **75 personnes**.

4.2.1.4 Les chantiers de construction des sites de réinstallation de la première vague

Il s'agit des chantiers de construction des nouveaux sites devant accueillir les populations de la 1ère vague de déplacement. Les infrastructures à construire avant le démarrage des travaux du barrage concerneront la construction de 770 logements (pour les 770 ménages) et 85 biens capitaux (infrastructures à usage communautaire, public ou privé). En considérant qu'il faudra en moyenne trois personnes pour la construction d'un habitat et cinq pour le bien capital, et que la moitié de la main d'œuvre non qualifiée sera assurée par les PAPs, le besoin en main d'œuvre extérieure peut donc être estimé à **environ 1 370 ouvriers** (voir tableau ci-après).

Tableau 2 : Afflux sur les sites de réinstallation

Désignation	Unité	Main d'œuvre	Besoin total en main d'œuvre	Besoin en main d'œuvre extérieure
Habitat	770	3	2 310	1 155
Biens capitaux	85	5	425	212
TOTAL			2 735	1 367

4.2.2 Afflux de la migration opportuniste

La concentration d'une population importante dans cette zone, créera sans aucun doute des besoins en biens et services bien supérieurs à l'offre existante dans la zone (la ville d'Ayorou, seule agglomération importante proche du site est faiblement nantie en centres de prestation de services).

Il est ainsi attendu un important afflux de personnes physiques et morales pour satisfaire les demandes. En effet, plusieurs services marchands (commerce, entreprises de sous-traitance et autres prestataires d'emploi) et centres de loisirs pourront s'installer dans la zone. Un nombre non négligeable de chercheurs d'emploi pourrait s'installer durant toute la durée du chantier, pour exécuter des travaux temporaires.

D'après l'expérience dans des projets et des zones semblables, cet afflux peut équivaloir au nombre d'employés sur les différents chantiers, soit près de **2 500 personnes**.

4.2.3 Récapitulatif des afflux et leur période

Sur la base des estimations des différents types d'afflux (cf. tableau ci-après), il est attendu entre 2011 et 2016, l'arrivée d'environ 7 289 personnes, y compris les familles dans la zone du barrage : Le tableau suivant présente les afflux dans le temps.

Tableau 3 : Récapitulatif des afflux probables (estimation haute)

Désignation	Nombre	Période d'afflux
Chantier de l'entreprise de construction du barrage	920	5 ans (2012 – 2016)
Le chantier de construction de la cité du maître d'ouvrage	745	1 an (2011)
Les chantiers d'aménagement des 1700 ha	75	8 mois (2011)
Les chantiers de construction des sites de réinstallation de la première vague	1 367	10 mois (2011)
Migration opportuniste	2 500	Continue (2011 – 2016)
Total afflux sans famille	5 607	
Membres des familles (15% des afflux travailleurs et autres avec en moyenne 2 personnes par afflux)	1 682	
Total général	7 289	

Les travaux d'aménagement de 1 700 ha, le chantier de construction de la cité du M.O. ainsi que les chantiers de construction des sites de réinstallation de la première vague devront précéder le démarrage du chantier de la construction du barrage. Selon le chronogramme du HCAVN, ces activités devront être réalisées en 2011.

4.3 Besoins en logements et couverture sociale dus aux afflux

4.3.1 Besoins en logements

Les besoins en habitations seront donc assez importants.

920 personnes (personnel de l'Entreprise de construction du barrage) seront à héberger par l'entreprise du 25^{ème} au 54^{ème} mois de la construction du barrage, soit un besoin en logements :

- De près de 130 chambres individuelles équipées pour les cadres de l'entreprise ;
- 175 chambres doubles pour les ouvriers célibataires ;
- Au moins 345 chambres pour les ouvriers mariés.

Comme on le verra au paragraphe 4.4.1, par rapport à ces besoins, le nombre de logements prévus par l'entreprise est très insuffisant.

Pour les autres afflux extérieurs (plus de 4 000 personnes), rien n'est prévu. Une partie de ces personnes, spécialement des chercheurs d'emploi et autres migrants opportunistes, va sûrement vivre dans des taudis (cases de fortune en secco ou en tôle). Une solution partielle serait, comme indiqué dans le PRU, de prévoir un lotissement viabilisé où ces personnes pourraient pratiquer une auto construction évolutive à mesure que leurs revenus augmenteront.

4.3.2 Besoins en services sociaux de base

a) Eau potable

Pour une population totale d'environ 7 289 personnes, les besoins journaliers en eau s'élèveraient à un minimum de 218,7 m³/j (avec une dotation journalière de 30 l/personne/jour). Le débit des forages moyens (jusqu'à 40 m) dans la zone se situe entre 3 et 5 m³/h, et celui des forages profonds (supérieurs à 50 m) peut atteindre 10 m³/h (P-KRESMIN, EIES, 2006). Il faut donc l'équivalent de trois nouveaux forages.

Une option de pompage dans le fleuve avec traitement de l'eau et construction d'un château d'eau pourra être envisagée. Cette alternative évoquée nécessiterait une étude approfondie avant chiffrage.

b) Services de santé

Compte tenu de la diversité (toutes catégories d'âges et de sexe) de la population, il est nécessaire de mettre en place un centre de santé intégré (CSI) avec un médecin.

c) Centres scolaires

Les familles des ouvriers comprendront probablement des enfants en âge de scolarité, et de ce fait, des dispositions doivent être prises pour renforcer les capacités d'accueil des zones d'afflux, notamment en classes et en enseignants.

4.4 Les zones d'afflux

4.4.1 Les bases-vie

Dans le cadre des installations de chantier, l'Entreprise envisage d'aménager des plates-formes devant loger les installations diverses de chantiers.

Il s'agit de :

- **Zone 1** : constituée par la **zone des installations de chantier et la cité de l'entreprise**, elle sera située juste à l'aval du barrage en rive gauche, au dessus de la côte 215. Cette zone abritera les bureaux de chantiers de l'Entreprise, la cité de l'entreprise et les locaux techniques (laboratoires, magasins, garage, ateliers, etc.). La cité de l'Entreprise sera composée de cité ouvrière de l'Entreprise, de la cité des cadres et agents de maîtrise de l'entreprise et des équipements sociaux de l'Entreprise (Infirmerie, Economat et buvette).

Le tableau ci-après donne la consistance des installations de chantier que l'entreprise compte mettre en place.

Tableau 4 : Installations de chantier à mettre en place par l'entreprise de travaux

Désignation	Nombre	Surface/unité (m²)	Superficie totale (m²)
Cité des cadres de l'entreprise :			
Local pour ingénieur	10	100	1 000
Studios pour célibataires	05	75	225
Restaurant pour cadres	01	100	100
Cité ouvrière :			
Blocs de 16 chambres avec de part et d'autres des sanitaires (chambre de 3,80 m x 5 m)	5	385	1925
Bureau de l'entreprise	1	408	408
Laboratoire de chantier	1	408	408
Local d'annonce de crues	2	70	140
Magasins et atelier de l'entreprise	1	250	250
Bâtiments sociaux :			
Economat de chantier	1	50	50
Buvette de chantier	1	50	50
Infirmierie	1	72	72

Sources : Zorubezh Vordostroy, Mémoire technique général de l'offre, 2009

Comme déjà vu, l'offre de l'entreprise par rapport aux besoins de logement de son personnel ouvrier est très sous estimée, elle devrait être au moins 4 fois plus importante.

- **Zone 2 : cité du maître d'ouvrage.** D'une superficie totale de 100 Ha, la cité sera située à l'aval du barrage en rive gauche, au dessus de la cote 215 à proximité de la RN1 dans le terroir du village de Gabou.

Le tableau suivant donne les infrastructures de la cité du Maître d'ouvrage que l'entreprise compte construire.

Tableau 5 : Installation de la Cité du maître d'ouvrage

Désignation	Nombre	Surface partielle (m²)	Superficie totale (m²)
Villas Type F5	2	350	700
Villas Type F4	15	250	3 750
Villas Type F3	30	125	3 750
Villas Type F2	40	50	2 000
Bâtiment pour la cuisine Restaurant	01	842	842
Bâtiment de Centre de santé	01	900	900
Ecole maternelle	01	408	408
Ecole primaire	01	595	595
Centre sportif	01	21 200	21 200
Marché	01	990	990
Services			
Administration	01	861	861
Commissariat de Police	01	200	200
Centre de secours des Sapeurs pompiers	01	370	370
Voirie et réseau divers			
Espace vert			

Sources : Zorubezh Vordostroy, Mémoire technique général de l'offre, 2009

Tous les bâtiments seront construits en matériaux définitifs (en dur) selon les règles de l'art et conformément aux dispositions de la pièce 7.2 des cahiers des prescriptions techniques (CPT) de la cité du Maître d'ouvrage (Zorubezh Vodostroy, Mémoire technique général de l'offre, 2009).

Ces deux sites seront installés dans le terroir du village de Gabou, à environ cinq kilomètres de l'axe du barrage. Pour l'instant, on ne peut pas juger de la qualité des infrastructures des bases-vie, car à trois mois du démarrage des travaux de construction du barrage, l'entreprise n'a pas démarré leur construction.

4.4.2 Les autres zones potentielles d'afflux

Les localités qui seront les plus affectées par l'afflux des populations migrantes seront celles qui sont plus proches des bases-vie et du chantier. Deux villages de la zone du barrage présentent cette caractéristique : **le village de Gabou et la ville d'Ayorou.**

La perspective de gestion des afflux qu'occasionnera l'installation de ces populations s'accompagne de la prise en compte des caractéristiques des populations autochtones cibles des différents changements en vue. Ce faisant, les populations des localités de la ville d'Ayorou et du village de Gabou, tenues d'accueillir les allochtones dans un contexte d'un cadre de vie qui leur est aussi étranger, sont appelées désormais à conjuguer la complexité des caractéristiques de leur cohabitation avec de nouveaux comportements, attitudes, besoins, aspirations des groupes sociaux accompagnant l'avènement du barrage.

4.4.2.1 La ville d'Ayorou

a) Caractéristiques socio-historiques

Ayorou, transformation linguistique du mot Air fut fondé par des gens originaires du Mali voisin en fuite pour cause de guerres intestines. Le nommé Issaka Mamane et sa suite s'installèrent d'abord sur l'île d'Ayorou Goungou où il trouva Tchelli, père d'une femme de renommée. Le village s'appelait alors Koira Koré lorsque, selon la légende, un guerrier venu de l'Air cherchât à savoir où se trouvaient les gens de l'Air ce qui aurait subi des transformations en passant de Ayérou à Ayorou.

Ayorou Hausa fut fondé vers 1914 sous le règne du chef de canton Aliou Elhadj qui fit sortir ses neveux pour la rive gauche du fleuve en créant le marché d'Ayorou. Selon une autre version, c'est pour défendre l'île des attaques des Touaregs que le chef de canton d'Ayorou Goungou de l'époque aurait fait sortir ses esclaves de l'île. La version la plus plausible sur le mobile de la création de Ayorou Hausa à partir de Ayorou Goungou est que suite aux récoltes enregistrées sur les champs de la rive gauche, et au regard de la famine qui sévissait à l'époque, des familles se sont installées définitivement en quittant l'autre rive.

Les premiers étrangers à s'ajouter aux familles venues de la rive droite ont été les Hausa-Adarawa vers 1925. Ils vivent du commerce et ont été rejoints par les Yoruba venant du Nigéria voisin. D'autres groupes socio-linguistiques s'y sont ajoutés et on y trouve des Touareg, des Bouzous, des Peulhs etc.

La ville est subdivisée en 10 quartiers dont chacun a des caractéristiques propres selon les sous-groupes sociaux en présence qui se distinguent de part les lieux de leurs origines, le partage des langues communes, l'appartenance à l'ethnie ou le/les métiers exercés. Estimée à 19 822 habitants, la répartition des sous groupes socio-linguistiques est la suivante selon les quartiers :

- Ayorou Haoussa (Kado) : Songhaï, Haoussa, Touareg ;
- Zongo : Haoussa, Songhaï ;
- Alhindo Kouara : Songhaï, Bouzou, Haoussa ;
- Douane : Maliens, Songhaï, Bouzou ;
- Hondobon : Bouzou, Haoussa (Kourfey).
- Faisseau : Zarma, Bouzou, Songhaï, Arabes ;
- Bactadouif (casser les os) : Bouzou et peu d'arabes ;
- Tagararat (bagarreurs) : Bouzou, Maliens, Songhaï ;
- Djerninayé (au bord de l'île Djerni) : Maliens, Gaoboros ;
- Fouroundoum (au bord du fleuve) : Gaoboros pêcheurs maliens.

Chaque quartier a, à sa tête, un chef de quartier qui est le représentant du chef de village et de canton. La dynamique socio-économique de la localité est sous-tendue par les activités socio-économiques et une dimension associative des différentes classes d'âge réparties selon le sexe et les activités menées.

Le mode de cohabitation sociale obéit aussi bien aux principes de cohésion entre les groupes selon des facteurs d'appartenance au groupe pour la même origine ethnique, la même langue parlée, le partage du même quartier, de la même religion ou l'exercice d'une même activité.

b) Services sociaux de base

La ville d'Ayorou dispose de :

- Deux écoles primaires ;
- Un centre d'enseignement secondaire (CES) renfermant le collège et le Lycée ;
- Un centre de santé intégré (CSI) ;
- Une mini-adduction d'eau potable.

En tant que chef lieu de poste administratif, plusieurs services techniques sont représentés à travers notamment :

- Le service du développement communautaire ;
- Le district agricole ;
- L'Environnement ;
- Le poste d'élevage ;
- Le détachement de la Garde Nationale ;
- La mairie et ses services rattachés.

c) Services marchands et religieux

La ville dispose en outre d'une centrale électrique autonome alimentant la ville 12h par jour.

En termes d'infrastructure marchande, Ayorou possède deux marchés hebdomadaires dont un classique et l'autre à bétail. Le marché classique est situé dans la partie qui sera inondée par la retenue.

Sur le plan spirituel, Ayorou a deux mosquées de prière le vendredi (toutes situées dans la future retenue) et une église.

d) Capacité d'accueil de la ville par rapport à cet afflux de personnes

La ville d'Ayorou semble être le centre le plus approprié pour abriter le maximum d'afflux dans les conditions normales de vie. En effet, Ayorou dispose comme vu plus haut des principaux services sociaux de base (eau, santé, écoles, énergie), qui devraient être renforcés.

■ Hébergement

Il ressort de l'entretien avec le Chef de Canton d'Ayorou, que cette ville dispose d'une capacité d'accueil nulle en dehors de celle des habitants ; celle-ci, qui n'est pas connue, sera de toute façon très insuffisante, car en dehors des travailleurs et leurs familles du barrage, il ya près de 5 000 personnes à loger pour la plupart d'une manière temporaire dans les villages environnants.

Il faut aussi souligner que la ville d'Ayorou sera partiellement inondée par la future retenue du barrage, ce qui entraînera le déplacement (réinstallation) de la partie ouest de la ville (zone située à gauche de la route bitumée) vers le côté opposé.

Un Schéma d'aménagement de la ville d'Ayorou est actuellement en cours, ce qui constitue une opportunité pour la prise en compte des besoins en infrastructures et services, qui seront créées par l'afflux des populations allochtones. Ce schéma doit tenir compte de ce fait en faisant par exemple un lotissement viabilisé spécialement pour ces migrants

■ Services sociaux de base

L'extension des services sociaux de base est nécessaire pour la prise en compte des afflux à Ayorou durant la période de construction du barrage. C'est ainsi qu'il faut prévoir :

- Le renforcement en infrastructures, équipements et personnel soignant du Centre de santé intégré d'Ayorou ;
- La création d'une école primaire ;
- La création d'un Centre d'enseignement secondaire (CES) à Ayorou ;
- L'extension du réseau d'adduction d'eau potable ;
- L'extension du réseau électrique.

■ Service de sécurité

La ville d'Ayorou dispose d'un détachement de la Garde Nationale, chargé de la sécurité de la zone transfrontalière Niger – Mali. L'afflux massif attendu des populations allochtones dans la ville d'Ayorou pourrait créer une insécurité résiduelle (conflits sociaux, vols, banditisme), d'où la nécessité de prévoir la création d'un Commissariat de police à Ayorou afin de résorber ces problèmes.

4.4.2.2 Le village de Gabou

a) Présentation du village

Autrefois appelé Gandasou, Gabou trouve son origine de l'inondation permanente d'une branche du fleuve Niger. Le village aurait été créé il y a environ 100 ans.

En 2008, la population était estimée à 2 600 habitants et se compose spécifiquement de Touaregs qui cohabitent avec quelques familles Zarma allochtones ayant reçu des terres auprès des autochtones Touareg.

Situé à environ 17 km d'Ayorou sur la route longeant le fleuve, le terroir de Gabou est limité par un certain nombre de villages. Il s'agit de Sanguilé, Famalé, Alsilamé, Tagabat et Gaygorou, eux-mêmes proches du fleuve.

Le village est divisé en 7 quartiers à savoir Bossa, Tagana, Tadoumbous, Chantier, Moulkouch, Gabou I et Gabou II.

L'agriculture (dont la riziculture) demeure l'activité principale de la population. Certains Zarma et Bouzous s'adonnent à la pêche. Au plan de la dimension associative, les femmes sont regroupées en 6 groupements féminins reconnus et une association de jeunes.

b) Services sociaux de base

Proportionnellement à la taille de sa population, le village de Gabou ne dispose que de :

- Une école primaire de six classes ;
- Une école primaire franco-arabe (Medersa) ;
- Une case de santé ;
- Quatre forages d'eau (dont un non fonctionnel) ;
- Une mosquée.

c) Services marchands

Les infrastructures marchandes sont inexistantes dans le village (il n'y a même pas de boutiques dans le village).

d) Capacité d'accueil de la ville par rapport à cet afflux de personnes

Au regard des infrastructures actuelles du village de Gabou, un grand effort doit être fourni pour couvrir les besoins qui seront créés suite à l'arrivée des nouvelles populations, comme vu plus haut dans le paragraphe sur Ayorou. C'est un véritable schéma d'aménagement du village qu'il faut entreprendre afin de tenir compte des besoins. Ce schéma doit comprendre les éléments suivants :

- Des logements sociaux en matériaux définitifs et provisoires ;
- Des réseaux de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement ;
- Des services (abattoir, marché, police, agence bancaire, etc.) ;
- Des espaces de récréation (centre sportif, salle de jeux, etc.).

5. Stratégie de gestion de la main d'oeuvre

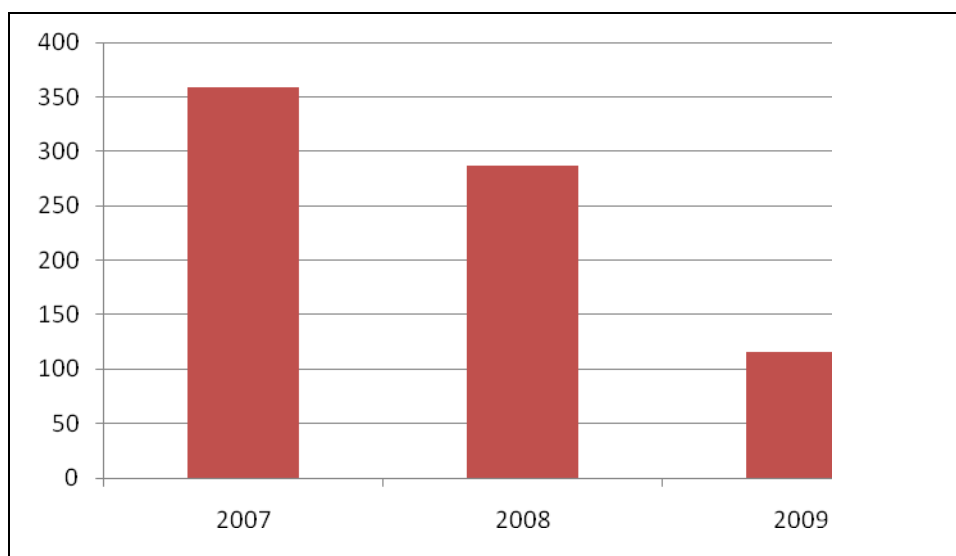
5.1 Situation de la main d'œuvre dans la région de Tillabéri

Au Niger, les droits des travailleurs du secteur privé sont garantis par les lois nationales et internationales. C'est l'Agence Nigérienne pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) qui est chargée du contrôle de l'application des droits des travailleurs par les employeurs (recrutement, traitement, licenciement, etc.). L'ANPE dispose des antennes régionales à l'intérieur du pays, dont l'Antenne régionale Zone Ouest de Tillabéri.

Selon les rapports annuels (2007, 2008, 2009) de l'antenne régionale ANPE de Tillabéri, les demandes d'emploi ont régressé (graphique ci-après).

Figure 2 : Evolution des demandes d'emploi enregistrées à Tillabéri

Sources : Antenne régionale ANPE de Tillabéri



La forte demande d'emploi enregistrée en 2007 peut s'expliquer par :

- L'ouverture de l'Antenne ANPE à Tillabéri, où beaucoup de chercheurs d'emploi ont pensé qu'en s'inscrivant auprès de l'ANPE, ils trouveront de facto un emploi ;
- Le fait qu'il a été beaucoup question, cette année-là, du démarrage des travaux du barrage de Kandadji.

Par la suite, la déception des uns, couplée au retard dans le démarrage des travaux à Kandadji, a engendré une baisse drastique des demandeurs d'emploi. Ainsi, les jeunes se sont surtout tournés vers les métiers de l'enseignement où ils ont plus de chance d'être employés.

L'analyse des demandes d'emploi enregistrées, montre une prédominance des ouvriers qualifiés (majoritairement mécaniciens et chauffeurs de poids lourds), suivi des diplômés des écoles de formation professionnelle en informatique, comptabilité et gestion.

Il faut aussi noter que la main d'œuvre de la région est souvent expérimentée dans les secteurs des BTP. Pour la zone du barrage, la dernière expérience remonte aux travaux de bitumage du tronçon Tillabéri - Ayorou – Labezanga conduits par la société SOGEA-SATOM en 2006-2008. Plusieurs entreprises nationales de BTP ont réalisé des travaux de construction dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de développement.

5.2 Gestion de la main d'œuvre

Le recrutement de la main d'œuvre pour la réalisation des travaux de construction du barrage de Kandadji doit se faire conformément à la réglementation nationale en vigueur. A ce titre, le recrutement de la main d'œuvre de deuxième et troisième catégories (semi-qualifiés et non qualifiés) à savoir les ouvriers qualifiés/spécialisés, les apprentis et les manœuvres, doit être conduit par l'antenne ANPE de Tillabéri.

L'entreprise chargée de la construction du barrage arrêtera, avec l'antenne ANPE, les critères de sélection. Un quota d'au moins 50 % doit être attribué aux jeunes demandeurs d'emploi de la zone du barrage dans les catégories 2 et 3. Globalement, le personnel de l'entreprise doit être majoritairement nigérien (à 90 % au moins) y compris dans les emplois supérieurs.

L'entreprise doit faire de la nationalisation de la main d'œuvre un de ses objectifs. Elle doit à terme remplacer les expatriés au sein de ses effectifs, en aidant les employés à accéder à des postes supérieurs par une combinaison d'acquisition de compétences, de cheminement de carrière et de formation en cours d'emploi.

L'ANPE doit exiger de l'entreprise, un plan de formation à long terme et qui doit être respecté. Les employés nigériens doivent travailler aux côtés des expatriés pour acquérir une formation et pour éventuellement remplacer ces derniers. L'ANPE doit dès lors constituer une banque de données sur les CV des nigériens diplômés, notamment dans le domaine des Génies Civil, électrique et mécanique. Le recrutement des cadres de l'entreprise (encadrement) doit être conduit par la Direction générale de l'ANPE en lien avec l'entreprise.

La priorité des nationaux dans le recrutement par les sociétés étrangères travaillant au Niger est d'ailleurs une exigence de la Constitution de la 7ème République. Le Niger renferme beaucoup de jeunes diplômés sans emploi (ANPE, 2010).

L'antenne ANPE de Tillabéri doit veiller au respect strict par l'entrepreneur du Code du travail afin d'éviter des perturbations des travaux liés au mécontentement des ouvriers sur leur traitement, comme cela est fréquent dans ce genre de grands chantiers. Cela a été le cas au Tchad, lors du développement des champs pétroliers de Doba, de la construction de l'oléoduc de Kribi (ICEM InBrief – 7 avril 2007 : les travailleurs d'Esso-Tchad ont fait grève pour obtenir des augmentations de salaire) ; cela est arrivé aussi sur les sites miniers du Niger.

Pour que ces propositions marchent, il faut que le maître d'ouvrage, le HCAVN, ait un service des affaires sociales qui travaille en lien avec les organismes comme l'ANPE afin de faire respecter la préférence nationale pour les emplois et prévenir ou régler tout conflit entre l'employeur et les employés.

6. Impacts prévus par les afflux

6.1 Impacts négatifs

L'arrivée des personnes étrangères à la zone va engendrer des impacts négatifs sur les plans socio-économique, environnemental et sanitaire.

Sur le plan socio-économique, les impacts négatifs probables d'importance moyenne à majeure sont :

- Perturbations dans les habitudes de vie des populations hôtes ;
- Conditions de vie déficientes des travailleurs spécialement au niveau de logements et des services sociaux de base ;
- Inflation des prix des biens et services ;
- Conflits sociaux entre les travailleurs et les populations hôtes ;
- Développement de la délinquance et du banditisme.

Les probables impacts négatifs sur l'environnement liés aux afflux sont :

- Pressions accrues sur les services et infrastructures existantes : les services sociaux de base existants dans la zone (éducation, santé, eau) ne pourront pas couvrir les nouveaux besoins des populations additionnelles. En effet, l'analyse des services des zones d'accueil potentielles (présentés dans le chapitre 3) montre que ces derniers sont insuffisants et que très tôt, des pénuries voire des ruptures de certains services (eau, santé) vont être constatées.
- Pressions accrues sur les ressources forestières : le bois étant la principale source d'énergie dans les ménages nigériens, surtout en milieu rural, l'accroissement de la population dans la zone du barrage entraînera l'augmentation des besoins en bois pour la cuisine. La construction des maisons en paillotes et hangar nécessite l'utilisation de branchages d'arbres. Tous ces besoins vont entraîner une pression sur les ressources forestières de la zone du barrage.
- Pollution de l'environnement : L'utilisation abusive des sachets plastiques en cours actuellement au Niger, pourrait s'étendre dans les nouvelles zones d'habitation des afflux et engendrerait (i) l'envahissement des champs de cultures avec comme conséquence l'obstruction de l'infiltration des eaux de pluies par les plastiques et (ii) le risque de mortalité des animaux.
- La dégradation du cadre de vie pendant le chantier (pollution de l'air, déstabilisation de la structure des sols) : La concentration des gros engins diesel avec une forte émission des gaz issus de leur moteur, les travaux de dynamitage des carrières et la circulation de gros camions et tracteurs vont polluer l'air et déstabiliser le sol dans les zones du chantier et des carrières. La pollution de l'air pourra provoquer des maladies respiratoires parmi les populations de la zone dont les enfants.

Les probables impacts négatifs sur la santé des populations sont :

- Augmentation des maladies contagieuses (IST/VIH, Tuberculose, etc.) : les lieux d'habitation des afflux verront sans nulle doute l'apparition des lieux de loisirs tels que les bars, les motels, les maisons de sexe, etc., ce qui constitue un risque de contamination aux maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA. L'insuffisance éventuelle des habitations correctes pour les chercheurs d'emploi allochtone entrainera une promiscuité, source de propagation de maladies contagieuses telles que la tuberculose et la méningite.
- Recrudescence du paludisme et autres maladies hydriques : la promiscuité et le manque de réseau ou dispositif viable d'assainissement dans les zones d'habitations des populations peuvent ainsi augmenter les nids (lieux) propices à la multiplication des moustiques dont l'anophèle porteuse des germes du paludisme.
- Risque accru des accidents pour les travailleurs et les populations environnantes : La circulation des engins entre le chantier et les carrières d'une part et entre le chantier et la cité de l'entreprise peut être source d'accidents de circulation.

6.2 Impacts positifs

L'arrivée des personnes étrangères à la zone va aussi engendrer quelques impacts positifs sur les plans socio-économique, environnemental et sanitaire.

- Amélioration de la qualité de vie sur les sites d'accueil si les nouvelles infrastructures et les nouveaux services mis en place sont suffisants et sont aussi utilisés par la population hôte ;
- Tendances migratoires positives dans la zone dans les domaines des savoir faire ;
- Evolution possible des mentalités (santé, hygiène et assainissement) ;
- Emergence de nouveaux emplois pour la population hôte ;
- Développement des activités de production ;
- Modernisation de certaines activités comme la pêche ;
- Réduction des taux d'exode chez les jeunes ;
- Introduction d'unités de transformation des produits locaux.

7. Mesures d'atténuation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs

Le tableau suivant développe les mesures proposées.

Tableau 6 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs liés aux afflux

Impacts	Mesures d'atténuation	Coût (FCFA)	Responsabilité d'exécution	Indicateurs de suivi
Conditions de vie déficientes des travailleurs	Respect par l'Entreprise de la réglementation nationale sur le droit du travail	20 000 000	Entrepreneur	Rapports trimestriels de mission d'inspection de la DR/ANPE/Ti et de la DG/ANPE
Exclusion des PAPs et des personnes vulnérables des bénéficiaires économiques du Programme	Faciliter l'accès à l'emploi local dans :	PM	HCAVN/Entrepreneur/ ANPE	- Pourcentage de la main d'œuvre locale
	- Le recrutement de la main d'œuvre ordinaire	10 000 000	Entrepreneur/HCAVN	- Nombre d'hommes et de femmes de la zone formés
	- La formation d'appoint ou sur le tas des hommes et femmes de la zone - Les activités génératrices de revenus (AGR), notamment les services de restauration	100 000 000	HCAVN/Institutions de micro finance / ONG / Projets	- Nombres d'hommes et de femmes ayant reçu des fonds pour les AGR
Inflation des prix des biens et services	Développement des points d'accès aux biens et services	PM	Ministère du Commerce (HCAVN)	- Nombre de points d'accès aux biens et services - Nombre de prestataires de services (notamment les commerçants)
Conflits sociaux entre les travailleurs et les populations environnantes	- Campagne de sensibilisation - Création d'un commissariat de police	10 000 000 30 000 000	HCAVN, ONG Gouvernement	- Missions de sensibilisation - Commissariat de police
Développement de la délinquance juvénile	Création de centres d'éducation et d'épanouissement des jeunes (Centre de formation aux métiers, terrains de sport)	30 000 000	HCAVN et ONG	- Nombre de centres créés - Nombre de jeunes récupérés et formés
Développement du banditisme	Création d'un commissariat de police	30 000 000	Gouvernement	- Nombre de plaintes / faits constatés
Concurrence pour la pêche	Appui aux pêcheurs locaux (formation et équipement)	Voir PAR	ONG et services techniques	

Tableau 7 : Mesures pour augmenter les impacts positifs liés aux afflux

Amélioration de la qualité de vie sur les sites d'accueil en fonction des aménagements effectués	- Dotation des sites d'installation en infrastructures et cadre de vie adaptés (centre de santé, forage)	A voir dans le PRU ou le PGES	P-KRESMIN, ONG	- Niveau d'aménagement des sites aménagés - Niveau de vie des populations réinstallées
Réduction des conflits liés aux comportements de classification sociale et de la résurgence du droit aux premiers occupants	- Mise en place d'un cadre de prévention et de gestion des conflits - Sensibilisation des populations	20.000.000 FCFA	Etat/ P-KRESMIN, ONG	- Existence des services de sécurité - Existence des structures de lutte contre les conflits
Urbanisation des villages cibles	- Mise en œuvre du PRU et des schémas d'aménagement	Coût du PRU et des Schémas d'aménagement	Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Existence de nouvelles villes
Amélioration du niveau de connaissance des droits pour les populations	- Mise en place des structures pour les actions en matière de droits - Actions de sensibilisation et d'information en matière de droits	15.000.000 FCFA	Etat/ P-KRESMIN	- Connaissance des droits par les populations - Niveau élevé d'émancipation des populations
Amélioration de l'émancipation au sein des groupes	- Création de services socio-éducatifs et socioculturels - Mise en place de structures de sensibilisation	25.000.000 FCFA	Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Existence de centres culturels - Mise en place de bibliothèques et autres centres d'éducation publique
Introduction d'unités de transformation des produits locaux	- Emergence de petites unités de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux	40.000.000 FCFA	Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Apparition de nouveaux produits manufacturés à base des produits locaux
Emergence de nouveaux emplois	- Ouverture de nouveaux services employant les demandeurs d'emploi		Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Réduction sensible des taux de chômage - Amélioration des conditions de vie des chômeurs
Modernisation des activités de pêche	- Mise en place de nouvelles méthodes de pêche - Formation des pêcheurs - Introduction de nouveaux matériels de pêche	50.000.000 FCFA	Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Apparition de nouvelles méthodes de pêche - Augmentation des quantités de poissons pêchés - Amélioration du niveau de vie des pêcheurs
Vente de produits agricoles, d'élevage et piscicoles locaux	- Organisation des filières	50.000.000 FCFA	ONG et services techniques	
Réduction des taux d'exode chez les jeunes	- Création de nombreux emplois pour les jeunes		Etat/ P-KRESMIN/PTF	- Réduction sensible des taux de chômage, de la criminalité, des vols, de la prostitution et de certains comportements à risque - Multiplication des mariages chez les jeunes

8. Conclusion

Dans le cadre du Plan d'Action de réinstallation et de gestion des afflux et des impacts sociaux qui découleront de la réalisation du barrage, le présent plan vise essentiellement à permettre aux personnes affectées par le P-KRESMIN, de retrouver après la réalisation du barrage, un niveau de vie équivalent ou supérieur à celui qu'elles avaient avant la réalisation de celui-ci, suite à leur réinstallation involontaire.

Comme le P-KRESMIN perturbera à la fois l'habitat et les moyens de subsistance de plusieurs milliers de personnes et attirera l'afflux massif d'autres populations, le PGAIS est un document d'accompagnement des actions visant à contenir les conséquences des afflux. L'application intégrale du PGAIS permettra de gérer les différents afflux et de créer les conditions d'une vie décente aux populations de la zone (autochtones et allochtones) dans l'atteinte des objectifs du P-KRESMIN.

Le PGAIS est présenté sous la forme d'un document décrivant les lieux de réinstallation des populations, la situation de la main d'œuvre dans la zone du barrage, le répertoire des impacts négatifs et positifs qu'induiront les actions de la mise en œuvre du barrage et des actions à mener selon chacun de ces impacts. Les actions proposées à travers les cadres logiques schématisent les actions à entreprendre pour contenir les afflux sociaux et créer les conditions de vie acceptable sur les sites envisagés. Elles s'inscrivent aussi bien dans le respect des cadres de vie dans lesquels évoluent les populations que pour une amélioration et une modernisation, ceci dans l'optique d'un accroissement du niveau de vie.

Les actions proposées doivent donc être menées dans leur intégralité quelque soit les coûts qu'elles engendrent. C'est en particulier le cas pour les logements et les services sociaux de base.

Pour la plupart des personnes affectées, la réalisation du P-KRESMIN implique une perturbation du mode de vie actuel centré principalement sur des activités économiques du secteur primaire conduites d'une manière traditionnelle (agriculture, élevage, pêche). En effet, ces activités, tout en demeurant possibles, seront conduites différemment (exemple, en agriculture, la riziculture irriguée par pompage remplacera largement la riziculture traditionnelle).

Aussi, le PGAIS a été conçu de façon à donner aux hommes et aux femmes, économiquement actifs, des outils et moyens pour s'adapter aux nouvelles contraintes créées par le programme et profiter des nouvelles opportunités afin de les aider à participer au développement économique durable de leurs communautés. De plus, pour s'assurer que les femmes et les personnes vulnérables puissent avoir un accès équitable aux bénéfices, il est proposé la création de nombreuses infrastructures socio-économiques et des activités génératrices de revenu susceptibles de créer les conditions de la lutte contre la pauvreté.

La réalisation du PGAIS devra par ailleurs se faire en accord avec les différentes stratégies adoptées par le Gouvernement du Niger (Stratégie de réduction de la pauvreté, Stratégie de développement

rural, etc.) et prendre en compte les orientations définies dans les Plans de développement des différentes communes affectées par le P-KRESMIN.

C'est pourquoi l'équipe chargée de la mise en œuvre du PGAIS devra collaborer étroitement avec les différents ministères sectoriels concernés, et œuvrer en complémentarité avec les entreprises, les bureaux d'études, les ONG, les associations professionnelles, et les autres structures spécialisées pouvant offrir des prestations/contributions substantielles et les représentants des communautés bénéficiaires.

La mise en œuvre du PGAIS se fera sous la responsabilité du Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger. Il aura pour mandat en lien avec les services techniques locaux de coordonner la mise en œuvre de toutes les initiatives de développement et toutes les mesures d'adaptation prévues dans le PGAIS pour aider les populations affectées à retrouver ou à améliorer leur niveau de vie.

Bibliographie

1. Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi – Institut National de la Statistique : 2009. Rapport de recensement des diplômés sans emploi de novembre 2006.
2. Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi – Antenne Interrégionale zone Ouest de Tillabéri : 2008. Rapport annuel d'activités.
3. Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi – Antenne Interrégionale zone Ouest de Tillabéri : 2009. Rapport annuel d'activités.
4. Zarubezh Vodostroy ; 2009. Aménagement hydroélectrique de Kandadji sur le fleuve Niger. Lot 1. Génie civil des ouvrages (Barrage et ouvrages annexes). Mémoire technique général de l'offre.
5. PKRESMIN, Etude d'impact environnemental et social détaillé : Etude des ressources en eaux souterraines. Tecsalt International Limitée, 2006.
6. P-KRESMIN, Etude d'impact environnemental et social détaillé : Etude sur la pêche. Tecsalt International Limitée, 2006.

Annexe

➤ Question de la réinstallation des populations (perceptions)

La discussion se déroulera autour des préoccupations ci-dessous.

Point de vue des populations déplacées :

- Leur opinion sur le déplacement ? leurs préoccupations, les avantages et difficultés de ce déplacement
- Les informations que vous avez par rapport à l'indemnisation ? leur opinion à propos du site d'installation ?

Point de vue des populations d'accueil :

Leur opinion sur l'arrivée des déplacées.

Les informations reçues par rapport à l'expropriation ?

Les informations reçues par rapport à l'indemnisation ?

La procédure d'indemnisation ?

Avantages, difficultés de l'arrivée des déplacés

Gestion des conflits :

Quels sont les types de conflits que l'on rencontre dans votre communauté ? Mécanismes de préventions et règlements de conflits ?

Des mécanismes de règlement de conflits ont-ils été prévus ? Quelles sont les mesures de prévention de ces conflits.

➤ GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES REPRESENTANTS DES POPULATIONS

Faire l'historique de l'arrivée des populations des différents quartiers/villages et leur mode d'occupation des terres

Quels sont, par ordre d'arrivée, les groupes socio-linguistiques ayant créé le quartier/village ?.....

.....
.....

D'où viennent-ils ?.....

Pourquoi sont-ils venus ?

.....

Quelle était leur organisation socio-politique (comment étaient ils dirigés ?

.....

Par ordre d'implantation, quels ont été les autres groupes ayant rejoint les premiers ?

.....

Qui attribuait la terre aux arrivants :

- Pour l'agriculture ?
- Pour l'habitat ?
- Pour l'élevage ?
- Pour les infrastructures et autres places publiques ? (cimetière, mosquée, puits, marchés, écoles, moulin, banques céréalières, etc.)
-

Quels sont les tabous, interdits et préjugés liés à la cohabitation socio-culturelle selon chacun des groupes ?.....